

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/M/6

6 décembre 1996

(96-5114)

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPTE RENDU DES REUNIONS TENUES LES 16 ET 22 OCTOBRE 1996

Présidente: Ambassadeur C.L. Guarda (Chili)

1. Le Comité des obstacles techniques au commerce a tenu ses sixième et septième réunions les 16 et 22 octobre 1996.
2. L'ordre du jour, ci-après proposé dans les aérogrammes WTO/AIR/440 et 468, a été adopté:

	<u>Page</u>
A. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales auprès du Comité	2
B. Rapport à la Conférence ministérielle de Singapour	2
C. Décisions et recommandations sur les procédures d'évaluation de la conformité	2
D. Examen périodique conformément à l'article 12.10: "Traitement spécial et différencié prévu par le présent accord et accordé aux pays en développement Membres aux niveaux national et international"	3
E. Eco-étiquetage	4
F. Exposés concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord	4
G. Exposé du représentant de la CEE/ONU	6
H. Autres questions	7

A. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES AUPRES DU COMITE

3. La Présidente a rappelé qu'à sa réunion du 18 juillet 1996 le Conseil général avait adopté les "règlements intérieurs des sessions de la Conférence ministérielle et des réunions du Conseil général" (WT/L/161).

4. Le Comité est convenu que, en attendant l'achèvement des consultations menées par le Président du Conseil général au sujet de l'application des lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales, il continuerait d'accorder le statut d'observateur aux organisations internationales intergouvernementales qui bénéficiaient du statut d'observateur au Comité sur une base *ad hoc* conformément aux règles et procédures énoncées à l'annexe 3 du document WT/L/161.

B. RAPPORT A LA CONFERENCE MINISTERIELLE DE SINGAPOUR

5. La Présidente a rappelé qu'à la dernière réunion, elle avait demandé aux Membres de faire part de leurs suggestions éventuelles quant au mode de présentation et au contenu du rapport du Comité à la Conférence ministérielle de Singapour avant la fin août, de manière qu'un projet de rapport puisse être établi et distribué aux Membres début octobre en vue de son examen et de son adoption à la présente réunion (G/TBT/M/5). Elle a appelé l'attention sur le document G/TBT/W/32 contenant le projet de rapport établi par le Secrétariat et indiqué que le Secrétariat mettrait à jour les informations figurant dans les tableaux.

6. Un certain nombre de modifications à apporter au document G/TBT/W/32 ont été proposées par les représentants des Communautés européennes et de l'Argentine et ont été débattues au Comité.

7. Le Comité s'est réuni à nouveau le 22 octobre et est convenu d'adopter son rapport à la Conférence ministérielle de Singapour et de le soumettre au Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 1er novembre.

C. DECISIONS ET RECOMMANDATIONS SUR LES PROCEDURES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE

8. La Présidente a appelé l'attention sur les articles 5.4 et 6.1.1 de l'Accord, qui incitaient les Membres à utiliser des guides ou recommandations pertinents émanant d'organismes internationaux à activité normative pour leurs procédures d'évaluation de la conformité et la reconnaissance mutuelle des résultats de leurs procédures d'évaluation de la conformité. Elle a rappelé que le Comité OTC du Tokyo Round avait reconnu les Guides ISO/CEI 25, 39 et 43 sur les activités d'essai et d'inspection et recommandé leur utilisation, et qu'il avait proposé que le Comité examine s'il souhaitait adopter ses décisions et recommandations en la matière. Elle a rappelé également qu'à la dernière réunion, elle avait suggéré que le Comité envisage de créer un groupe technique restreint chargé d'étudier les Guides ISO/CEI pertinents (qui avaient été présentés à la réunion de mars 1996 par un représentant de l'ISO), et de voir s'ils pourraient contribuer à instaurer entre les Membres une confiance mutuelle dans les activités d'évaluation de la conformité afin de favoriser la réalisation des objectifs énoncés aux articles 5 et 6 de l'Accord.

9. Le représentant du Canada a fait observer que la situation des Guides ISO/CEI était susceptible d'évoluer. Il a estimé qu'il serait peut-être plus approprié d'attendre l'année suivante, afin d'examiner les Guides ISO/CEI pertinents en même temps que les autres questions relatives à l'évaluation de la conformité dans le cadre de l'examen triennal du Comité ou d'un examen distinct.

10. La représentante du Mexique a dit qu'elle partageait le point de vue exprimé par le représentant du Canada. Il se pouvait en effet que certains Guides ISO/CEI deviennent des Normes ISO/CEI. Elle s'est demandé si les décisions éventuellement adoptées par le Comité, recommandant l'utilisation de certains Guides ISO/CEI, ne devraient pas être suspendues, étant donné que la situation de ceux-ci évoluait.

11. La Présidente a précisé que si le Comité adoptait des décisions recommandant l'utilisation de certains Guides ISO/CEI, il pourrait toujours actualiser ces recommandations, si besoin était, à un stade ultérieur.

12. La représentante des Etats-Unis a dit qu'elle partageait les vues exprimées par les représentants du Canada et du Mexique, à savoir qu'un examen supplémentaire serait peut-être nécessaire avant que le Comité ne formule des recommandations au sujet de certains Guides ISO/CEI. D'après les dispositions de l'Accord, on pouvait supposer que l'utilisation des Guides ISO/CEI était indirectement approuvée. Elle considérait que l'intérêt d'une recommandation faisant référence à tels ou tels Guides ISO/CEI serait de fournir des explications et d'aider à comprendre ces guides. Il risquerait d'y avoir une certaine confusion si le Comité adoptait certains Guides ISO/CEI sans avoir examiné en détail d'autres Guides ISO/CEI qu'il serait peut-être approprié d'utiliser. L'intervenante s'est félicitée de la proposition de la Présidente de créer un groupe technique restreint chargé d'étudier les Guides ISO/CEI pertinents. Elle a noté qu'un certain nombre de délégations suggéraient de traiter cette question dans le cadre de l'examen triennal du Comité. Elle souhaitait que la Présidente indique comment le groupe de travail technique serait constitué et quel serait son programme de travail.

13. Le représentant des Communautés européennes s'est déclaré favorable à la création d'un groupe de travail technique et a fait savoir que sa délégation participerait à ses travaux. Les Guides ISO/CEI servaient de base à certaines normes européennes et sa délégation ferait part aux autres Membres des enseignements tirés de l'utilisation de ces guides.

14. Le Comité est convenu de créer un groupe de travail technique restreint pour étudier les Guides ISO/CEI pertinents et voir si et comment ils pourraient contribuer à favoriser la réalisation des objectifs énoncés aux articles 5 et 6 de l'Accord. La Présidente a invité les délégations désireuses de participer au groupe de travail technique à en informer le Secrétariat ou elle-même.

15. Le représentant de la Commission du Codex Alimentarius a informé le Comité que son organisation avait adopté des Principes applicables à l'inspection des produits alimentaires à l'importation et à l'exportation visant à la reconnaissance et à l'accréditation mutuelles des systèmes nationaux d'inspection et de certification. Il pensait que ces principes étaient susceptibles d'intéresser le groupe de travail technique et a indiqué qu'il transmettrait ces documents au Secrétariat de l'OMC.

D. EXAMEN PERIODIQUE CONFORMEMENT A L'ARTICLE 12.10: "TRAITEMENT SPECIAL ET DIFFERENCIE PREVU PAR LE PRESENT ACCORD ET ACCORDE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT MEMBRES AUX NIVEAUX NATIONAL ET INTERNATIONAL"

16. La Présidente a rappelé que le Comité avait procédé à un échange de vues sur l'assistance technique à ses première, troisième et cinquième réunions et qu'à ses troisième et cinquième réunions, il avait adopté des décisions sur cette question (G/TBT/1/Rev.4) en vue de donner effet, sur le plan opérationnel, aux dispositions de l'article 11 de l'Accord. Elle a dit qu'à ce sujet, le Secrétariat avait établi un document (G/TBT/W/26) contenant des renseignements sur l'assistance technique qu'il fournissait. Dans le but de fournir aux nouveaux Membres, en particulier aux pays en développement, une assistance technique qui leur permette de mieux comprendre l'Accord afin que celui-ci puisse être pleinement mis en oeuvre, le Secrétariat coordonnait ses activités d'assistance technique avec celles

des Membres donateurs et d'autres organismes intergouvernementaux régionaux ou internationaux qui fournissaient une assistance technique à d'autres Membres. La présidente a ajouté que des séminaires OTC avaient été organisés à l'intention des pays de l'APEC et de l'ALADI et qu'il s'en tiendrait deux autres en novembre et décembre de cette année à l'intention des pays d'Afrique australe et d'Amérique centrale.

17. La Présidente a rappelé aux Membres que l'article 11 de l'Accord "Assistance technique aux autres Membres" faisait obligation aux Membres de fournir des conseils et une assistance technique à d'autres Membres, en particulier aux pays en développement Membres, si demande leur en était faite. A ce sujet, elle a appelé l'attention des pays en développement Membres sur les possibilités de demander des conseils et une assistance technique aux autres Membres selon des modalités et à des conditions convenues d'un commun accord. Elle a fait observer qu'aux termes de l'article 12.8 de l'Accord relatif au traitement spécial et différencié des pays en développement Membres, "le Comité est habilité à les faire bénéficier, s'ils lui en font la demande, d'exceptions spécifiées et limitées dans le temps, totales ou partielles, aux obligations résultant du présent accord", et qu'aucune demande de ce genre n'avait été reçue.

18. Le représentant de l'Inde a noté qu'aucun séminaire OTC régional n'avait été organisé par le Secrétariat en Asie et il a demandé s'il était envisagé d'en organiser dans un proche avenir.

19. Le représentant du Secrétariat a indiqué que le Secrétariat envisageait la possibilité d'organiser un séminaire OTC pour les pays de l'Asie du Sud dans le courant de l'année prochaine.

E. ECO-ETIQUETAGE

20. La Présidente a appelé l'attention sur le document G/TBT/W/30, également distribué sous la cote WT/CTE/W/38, qui contenait une communication du Canada intitulée "Projet de décision sur les programmes d'éco-étiquetage".

21. Le représentant du Canada a dit que, étant donné que l'éco-étiquetage allait faire l'objet de discussions approfondies au sein du Comité du commerce et de l'environnement dans les prochains jours, il serait préférable de ne pas débattre de cette question à la présente réunion.

22. Le Comité a pris note de la déclaration.

F. EXPOSES CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD

23. Le représentant du Canada a informé le Comité que sa délégation avait répondu par lettre à la demande des Communautés européennes concernant l'essai de résistance aux chocs des portes latérales pratiqué au Canada pour les véhicules automobiles et que ces informations pouvaient être communiquées sur demande aux autres Membres intéressés.

24. Se référant au règlement des Communautés européennes relatif à l'enregistrement des indications géographiques et des appellations d'origine, l'intervenant a regretté qu'il n'ait pas été notifié au titre de l'Accord OTC. Sa délégation était d'avis qu'il devrait être notifié au titre de l'Accord étant donné qu'il aurait des incidences sur le commerce. Ce règlement était un sujet de préoccupation immédiat pour certains exportateurs canadiens de fromages, mais compte tenu de son extension, il aurait des répercussions plus vastes.

25. Le représentant des Communautés européennes s'est félicité de la réponse fournie par le Canada. Il a déploré toutefois que certains autres Membres n'aient pas répondu, même tardivement, aux observations formulées par sa délégation au sujet de leurs notifications. Il a appelé l'attention sur le fait que l'Accord faisait obligation aux Membres non seulement de présenter des notifications, mais aussi répondre aux demandes et réagir aux observations dans un délai raisonnable. Il a indiqué que sa délégation se mettrait en rapport avec ces Membres par voie bilatérale.

26. La Présidente a rappelé que l'Accord faisait obligation aux Membres de présenter des notifications et de ménager la possibilité de formuler des observations.

27. La représentante des Etats-Unis a rappelé qu'à la dernière réunion, le représentant des Communautés européennes avait formulé des observations au sujet d'un projet de règlement américain relatif aux étiquettes indiquant le mode d'entretien de certains produits textiles (G/TBT/Notif.96.20). Elle a dit que la Commission fédérale du commerce extérieur des Etats-Unis avait pris en considération les normes ISO pertinentes lors de l'élaboration de ce règlement, mais qu'elle les avait jugées inadaptées. Les documents en rapport avec cette notification ont été publiés au Federal Register en novembre et décembre 1995. Dans l'édition de novembre 1995, la Commission fédérale du commerce extérieur avait fourni des explications et des informations détaillées sur la modification apportée par rapport aux normes ISO pertinentes et avait invité les intéressés à formuler des observations au sujet du projet de règlement. L'intervenante a expliqué que le principal inconvénient de l'utilisation des normes ISO tenait à l'existence d'un droit conféré par une marque de fabrique ou de commerce concernant l'utilisation de symboles et la technologie employée aux Etats-Unis. Ces normes ne couvraient pas tous les éléments dont le Commissaire fédéral au commerce extérieur avait prévu qu'ils seraient nécessaires pour prévenir des pratiques de nature à induire en erreur et fournir des informations aux consommateurs. Les informations reproduites dans l'édition du Federal Register pourraient être mises à la disposition de tous les Membres intéressés. L'intervenante a assuré que les observations formulées par les Communautés européennes avaient été prises en considération par la Commission fédérale du commerce extérieur. Elle a informé le Comité qu'aucune décision définitive n'avait encore été prise au sujet du règlement et que celui-ci, une fois adopté, serait publié au Federal Register.

28. L'intervenante a rappelé que sa délégation avait notifié sous couvert du document G/TBT/Notif.96.46 une norme américaine concernant le thé. Elle a fait savoir au Comité que depuis que cette notification avait été présentée, la Loi sur l'inspection des importations de thé avait été abrogée par le Congrès des Etats-Unis. Actuellement, le thé était réglementé comme n'importe quel autre produit alimentaire relevant de la Loi des Etats-Unis sur les produits alimentaires et les cosmétiques et n'était soumis à aucune norme spécifique. L'intervenante s'est félicitée de l'initiative des Communautés européennes qui, en signalant cette norme à l'attention du Comité lors de la dernière réunion, avaient fourni aux autorités américaines l'occasion de se mettre directement en rapport avec les autorités réglementaires nationales et de leur rappeler les obligations découlant de l'Accord.

29. L'intervenante a informé le Comité que l'Institut national des normes et de la technologie (NIST), qui était le point d'information des Etats-Unis, mettait actuellement à jour un certain nombre de Répertoires contenant des informations sur les activités liées à la normalisation aux Etats-Unis. Un Répertoire des programmes de certification de produits du secteur privé américain avait été publié récemment et contenait des informations sur 170 organismes exerçant des activités de certification à titre privé. Les Membres intéressés pouvaient se procurer des exemplaires de ce répertoire ainsi que du Répertoire 1995 des activités du point d'information.

30. Le Comité a pris note des déclarations.

G. EXPOSE DU REPRESENTANT DE LA CEE/ONU

31. La Présidente a rappelé qu'à la dernière réunion, le Comité avait accordé le statut d'observateur sur une base *ad hoc* à la Commission économique pour l'Europe de l'ONU et qu'à cette réunion le représentant des Etats-Unis avait demandé un complément d'information sur les règles et les activités de la CEE/ONU.

32. La représentante de la CEE/ONU a indiqué que son organisation comptait 55 Etats membres. Tous se trouvaient en Amérique du Nord et en Europe (dont les pays de l'ex-Union soviétique, région qui représentait les deux tiers du commerce mondial. L'une des fonctions de la Division du commerce de la CEE/ONU était d'élaborer des normes commerciales. Ces normes étaient convenues au sein de la CEE et étaient également adoptées et utilisées dans un contexte international. Elles comprenaient notamment: i) les normes CEE/ONU concernant la formule-cadre pour les documents d'expédition et les mouvements internationaux de marchandises par air, mer, rail et route; ii) les normes concernant l'emplacement des codes dans les documents commerciaux; iii) les normes mondiales pour la transmission électronique des données définies conformément aux normes de l'ONU/EDIFACT (échange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport; et iv) les normes de qualité commerciales applicables aux produits agricoles périssables. Le Groupe de travail CEE/ONU des politiques d'harmonisation technique et de normalisation, qui regroupait des organisations telles que l'ISO, d'importants organismes de normalisation de l'Union européenne (tels que le CEN et le CENELEC), l'Institut national des normes et de la technologie (NIST) des Etats-Unis et un organisme de normalisation russe, était le principal organe directeur régional, notamment pour les procédures d'évaluation de la conformité. L'intervenante a informé le Comité que la CEE/ONU avait établi et récemment mis à jour une brochure contenant l'ensemble des conventions, règlements techniques et normes CEE/ONU qui concernaient le commerce à l'intérieur de la région et au niveau international. Cette brochure pourrait être distribuée aux Membres de l'OMC par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC si les Membres la jugeaient utile.

33. L'intervenante a fait observer que la CEE/ONU, tout en étant une commission économique régionale, veillait de fait à ce que ses normes soient en conformité avec les normes internationales. Conformément à l'article 11 des statuts de la Commission économique, les pays qui n'en étaient pas membres pouvaient participer pleinement à des travaux. Dans le cadre des travaux concernant EDIFACT, des représentants du Japon, de la Corée, de Singapour et de Hong Kong ont participé sur un pied d'égalité à l'élaboration des normes EDIFACT. En ce qui concerne la formule-cadre CEE/ONU, il y avait un mémorandum d'accord avec l'ISO qui reconnaissait à la formule-cadre le statut de norme ISO. Dans le cadre des travaux sur l'emplacement des codes dans les documents commerciaux, il existait un accord avec de grands organismes internationaux (tels que l'IATA et la Chambre internationale de la marine marchandise) qui utilisaient ces Codes. Pour ses travaux sur les normes de qualité applicables aux fruits et légumes frais, la CEE/ONU coopérait avec la FAO et la Commission du Codex Alimentarius, ce qui assurait la cohérence des travaux des différentes organisations. La CEE/ONU participait aussi étroitement au programme de l'OCDE pour l'application de normes internationales aux fruits et légumes frais. Les normes CEE/ONU étaient utilisées par la Commission européenne pour l'élaboration de normes applicables au sein de l'Union européenne.

34. L'intervenante a indiqué que la CEE/ONU collaborait étroitement avec d'autres commissions économiques régionales de l'ONU (les Commissions pour l'Asie et l'Extrême-Orient, la région Asie-Pacifique, l'Amérique latine et l'Afrique), soit directement soit à travers le Conseil économique et social de l'ONU auquel toutes les commissions régionales rendaient compte. Ce réseau constituait un important moyen de faire connaître les travaux de la CEE/ONU et de faciliter l'utilisation de ses normes. Elle a dit que les membres de la CEE/ONU étaient résolus à faire leur possible pour se

conformer à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce ainsi qu'à son Code de pratique, afin de faciliter la conduite du commerce international et de réduire le plus possible la duplication de travaux entre la CEEONU/ et l'OMC.

35. Le Comité a pris note de la déclaration.

H. AUTRES QUESTIONS

36. Le Comité a approuvé la proposition de la Présidente selon laquelle la première réunion de 1997 du Comité se tiendrait le 14 février 1997. L'un des points inscrits à l'ordre du jour serait l'examen triennal du Comité, ce qui offrira la possibilité au Comité d'inviter le Secrétariat à établir les documents nécessaires pour procéder à cet examen.